



**MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS  
DIRECTION TERRITORIALE SEINE – NORD**

**Prestations de brigades équestres effectuées sur le territoire de  
l'agence territoriale Ile-de-France-Ouest – lot unique**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES  
(CCAP)**

**MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE**

(Passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique)

**ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDES  
N° 2026-8520-01**

**Objet de la consultation**

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations de brigades équestres effectuées sur le territoire l'agence territoriale Ile-de-France-Ouest – lot unique.

**Pouvoir adjudicateur**

Office National des Forêts  
Direction territoriale SEINE-NORD  
Boulevard de Constance  
77300 Fontainebleau

**Agence territoriale Ile-de-France Ouest**  
27 rue Edouard Charton - 78 000 Versailles

**Personne signataire de l'accord-cadre**

La personne signataire de l'accord-cadre est Pierre-Emmanuel SAVATTE, Directeur de l'agence territoriale Ile-de-France Ouest de la Direction Territoriale Seine-Nord de l'Office National des Forêts.

# SOMMAIRE

<b>1</b>	<b><u>IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....</u></b>	<b>3</b>
1.1.	POUVOIR ADJUDICATEUR .....	3
1.2.	PERSONNE SIGNATAIRE DE L'ACCORD-CADRE.....	3
1.3.	PERSONNES EN CHARGE DE L'EXECUTION ET DU SUIVI DE L'ACCORD-CADRE.....	3
1.4.	SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS PEUVENT ETRE OBTENUS.....	3
1.5.	COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS .....	3
<b>2</b>	<b><u>OBJET – DISPOSITIONS GENERALES .....</u></b>	<b>4</b>
2.1.	OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	4
	LE DETAIL DES PRESTATIONS EST VISE AU CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP). .....	4
2.2.	PROCEDURE .....	4
2.3.	CLASSIFICATION CPV.....	4
<b>3</b>	<b><u>CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE .....</u></b>	<b>4</b>
3.1.	FORME DE L'ACCORD-CADRE .....	4
3.2.	DUREE DE L'ACCORD-CADRE .....	4
3.3.	SOUS-TRAITANCE.....	5
3.4.	PRESTATIONS SIMILAIRES .....	5
3.5.	VARIANTES ET/OU PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE).....	5
<b>4</b>	<b><u>DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE.....</u></b>	<b>5</b>
<b>5</b>	<b><u>CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE.....</u></b>	<b>6</b>
5.1.	.....	6
5.1.	PASSATION DES COMMANDES.....	6
5.2.	MODALITES DE RECEPTION DES PRESTATIONS.....	6
<b>6</b>	<b><u>PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT.....</u></b>	<b>6</b>
6.1.	UNITE MONETAIRE.....	6
6.2.	FORME ET CONTENU DES PRIX .....	6
6.3.	VARIATION DANS LES PRIX.....	6
6.4.	MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT.....	6
<b>7</b>	<b><u>PENALITES .....</u></b>	<b>8</b>
<b>8</b>	<b><u>RESPONSABILITE DU TITULAIRE .....</u></b>	<b>9</b>
<b>9</b>	<b><u>ASSURANCE .....</u></b>	<b>9</b>
<b>10</b>	<b><u>CONFIDENTIALITE ET DONNEES A CARACTERE PERSONNEL .....</u></b>	<b>9</b>
10.1.	OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE .....	9
10.2.	PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL .....	10
<b>11</b>	<b><u>DEROGATIONS AU C.C.A.G. DÉROGATIONS AU C.C.....</u></b>	<b>10</b>

## **1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR**

### **1.1. Pouvoir adjudicateur**

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Direction Territoriale Seine-Nord, Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 01453, dont le siège est basé boulevard de Constance - 77300 FONTAINEBLEAU.

### **1.2. Personne signataire de l'accord-cadre**

La personne signataire de l'accord-cadre est Pierre-Emmanuel SAVATTE, Directeur de l'agence territoriale Ile-de-France Ouest de la Direction Territoriale Seine-Nord de l'Office National des Forêts.

### **1.3. Personnes en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre**

#### **Séverine ROUET**

Responsable du Service Environnement et Accueil du Public  
27 rue Edouard Charton – 78000 VERSAILLES  
[severine.rouet@onf.fr](mailto:severine.rouet@onf.fr)

#### **Elisabeth GUICHARD**

Animatrice nature  
27 rue Edouard Charton – 78000 VERSAILLES  
[Telisabeth.guichard@onf.fr](mailto:Telisabeth.guichard@onf.fr)

### **1.4. Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus**

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre juridique ou administratif est :

#### **Antony ALVINO**

Acheteur – boulevard de Constance – 77300 FONTAINEBLEAU  
Courriel : [antony.alvino@onf.fr](mailto:antony.alvino@onf.fr)

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre technique est :

#### **Séverine ROUET**

Responsable du Service Environnement et Accueil du Public  
27 rue Edouard Charton – 78000 VERSAILLES  
[severine.rouet@onf.fr](mailto:severine.rouet@onf.fr)

### **1.5. Comptable assignataire des paiements**

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable Secondaire du siège de la Direction Territoriale Seine-Nord –Boulevard de Constance – 77300 FONTAINEBLEAU.

## 2 OBJET – DISPOSITIONS GENERALES

### 2.1. Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations de brigades équestres effectuées sur le territoire de l'agence Ile-de-France Ouest.

Le détail des prestations est visé au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

### 2.2. Procédure

Le marché a été passé selon une procédure adaptée en vertu des articles L.2123-1 et R.2123-1 du code de la commande publique.

### 2.3. Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

980000000-3	Autres services communautaires, sociaux et personnels
-------------	---

## 3 CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

### 3.1. Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord cadre à bons de commandes en application des articles R.2162-1 à R.2162-14 du code de la commande publique.

Le présent accord-cadre s'exécute selon les conditions financières suivantes et ce, par période d'exécution :

Montant minimum	Sans montant minimum
Montant maximum	60 000 € ht

En raison de ses caractéristiques techniques le présent accord-cadre est composé d'un lot unique.

#### 3.1.1. **Modalités d'attribution de l'accord-cadre**

Le marché est attribué à un seul soumissionnaire.

### 3.2. Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour un an à compter de sa date de notification.

Il est renouvelable, deux fois, par tacite reconduction, par période d'une année. En cas de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur notifiera sa décision au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, 3 (trois) mois avant la fin de la période en cours.

Toutefois la durée totale de l'accord-cadre ne pourra pas excéder 3 (trois) ans. Le titulaire de l'accord-cadre marché ne peut refuser la reconduction de l'accord-cadre.

Dans l'hypothèse où le maximum annuel est atteint avant la fin de la période contractuelle concernée, la période suivante pourra être déclenchée par anticipation avec mise à disposition du nouveau maximum défini par période avant la date anniversaire du contrat. Le titulaire en sera alors informé par écrit.

L'émission des bons de commande ne pourra intervenir que pendant la durée de validité du marché. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Dans ce cas, leur durée d'exécution est fixée à deux mois maximum.

### **3.3. Sous-traitance**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie de son marché sous réserve de l'acceptation expresse du ou des sous-traitants et l'agrément de ses (leurs) conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Lors de la présentation de chaque sous-traitant, doivent être joints à l'appui du document de déclaration du sous-traitant (formulaire DC4 : annexe à l'acte d'engagement relative à la présentation d'un sous-traitant ou acte spécial) :

- Les déclarations et certificats prévus aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique,
- Une attestation d'assurance responsabilité civile, un relevé d'identité bancaire ou postal et un extrait d'inscription au registre du commerce ou au registre des métiers,
- Le cas échéant, l'exemplaire unique du marché remis au titulaire en vue d'un éventuel nantissement ou d'une cession de créance, ou une attestation du bénéficiaire de la cession selon laquelle cette cession ne fait pas obstacle à l'agrément du sous-traitant.

La déclaration et l'acceptation du sous-traitant se fera dans les conditions décrites aux articles R.2193-1 à R.2193-16 du code de la commande publique.

### **3.4. Prestations similaires**

En cas d'éventuels achats similaires le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux modifications des marchés (art R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique), aux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (art R.2122-7 du code de la commande publique).

### **3.5. Variantes et/ou prestations supplémentaires éventuelles (PSE)**

Il n'est pas proposé de prestations supplémentaires éventuelles et les variantes sont interdites.

## **4 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE**

Les documents contractuels constitutifs du présent marché sont par ordre de priorité décroissantes :

- L'Acte d'Engagement et le Bordereau des Prix Unitaires valant estimatif ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et son annexe ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services ou « C.C.A.G. », approuvé par arrêté du 30 mars 2021, non joint au dossier de consultation des entreprises mais réputé connu par les candidats.
- Les avenants au marché ;
- Les bons de commande ;
- Le cas échéant les actes spéciaux de sous-traitance.

En cas de contradiction entre elles, ces pièces prévaudront dans l'ordre ci-dessus, tel qu'il résulte de l'article 4.1 du C.C.A.G.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente des candidats, dans leurs tarifs ou dans toute autre documentation et contraire aux dispositions des pièces contractuelles ci-dessus énumérées est réputée non écrite et ne pouvant s'appliquer au présent accord-cadre.

## **5.1. CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE**Passation des commandes

Les prestations à réaliser seront définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui porteront :

- L'identification des contractants ;
- La référence du présent marché ;
- La date d'émission du bon de commande ;
- La désignation des prestations ;
- Leur quantité prévisionnelle ;
- Le montant H.T. prévisionnel des prestations à effectuer ;
- Le(s) lieu(x) d'exécution ;
- Le(s) délai(s) d'exécution.

## **5.2. Modalités de réception des prestations**

Les prestations seront réceptionnées dans les conditions prévues aux articles 22 à 25 du C.C.A.G. par un représentant de l'O.N.F dûment mandaté.

# **6 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT**

## **6.1. Unité monétaire**

L'unité monétaire de l'accord-cadre est l'euro.

## **6.2. Forme et contenu des prix**

### **6.2.1. Nature des prix**

Le présent marché est traité à prix unitaires. Les prix sont fixés au Bordereau des Prix Unitaires du titulaire.

Le prix de règlement de chaque commande est déterminé en affectant aux quantités constatées, les prix unitaires figurant au Bordereau des Prix Unitaires.

### **6.2.2. Contenu des prix**

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les prix sont unitaires et réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations prévues dans le présent marché.

## **6.3. Variation dans les prix**

Les prix indiqués seront fermes la première année puis révisables par la suite à la date anniversaire du marché (date de notification) sur demande du titulaire reçue par le Pôle Achats au moins 1 mois avant ladite date anniversaire.

L'index de référence choisi est : Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – Total HS – Ensemble des services – identifiant 010766502

La révision s'effectue selon la formule suivante :

$$\text{Prix révisé} = 0,15 + 0,85 * m/\text{mo}$$

Dans laquelle :

mo : indice visé précédemment connu au mois mo (mois du dernier délai de la remise des offres, négociation comprise).

m : dernier indice connu au mois de la sollicitation de la révision.

## **6.4. Modalités essentielles de paiement**

#### 6.4.1. Avance

Une avance peut être accordée au titulaire sur les bons de commande émis, sauf refus de celui-ci exprimé à l'acte d'engagement, selon les conditions et modalités définies aux articles R. 2191-3 à R. 2191-10 du Code de la commande publique.

#### 6.4.2. Facturation

Les demandes de paiement seront envoyées de façon impersonnelle à l'ONF **de façon dématérialisée, celles-ci se feront à échéance mensuelle** dans les conditions précisées ci-après.

Les factures comportent les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro du présent marché : 2026-8520-01 ;
- les références du bon de commande afférent : (n° en 45xxx ou en 47xxxx indiqué sur le bon de commande) ;
- le nom du service destinataire ;
- le détail des prestations réalisées selon libellés exacts du BPU ;
- la ou les dates de réalisation des prestations ;
- les prix HT, TTC et la TVA ;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- la date d'établissement de la facture ;

**Les factures ne respectant pas ce formalisme seront rejetées par l'ONF.**

**Le titulaire ne pourra émettre les factures qu'à partir d'un seul numéro de SIRET, identifié dans l'encart « C - Contractant » de l'acte d'engagement.**

#### 6.4.3. Transmission des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro de marché :  
Marché enregistré dans le logiciel SAP, sous format 460000XXXX.
- Numéro d'engagement juridique :  
Bon de commande créé dans SAP et signé par l'ONF sous format 4500XXXX ou 4700XXXXX.
- Numéro d'identification :  
Le SIRET de la DT de l'ONF : 662 043 116 001453
- Numéro de service exécutant :  
Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

#### 6.4.4. Paiement des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € T.T.C, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Pour le sous-traitant, le titulaire de l'accord-cadre joint une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler directement à chaque sous-traitant concerné ou motive le refus de paiement. Ce montant tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

#### 6.4.5. Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire de l'accord-cadre sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 60 jours conformément aux dispositions de l'article R2192-11 2° du Code de la Commande Publique.

Ce délai court à compter de la date de réception de la facture (ou de la demande de paiement pour les sous-traitants de 1er rang).

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le Titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCAP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au Titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

#### **6.4.6. Nantissement ou cession de créance**

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

### **7 PENALITES**

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenues sur les factures suivantes.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourrait les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables et non plafonnées.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution du marché.

Les pénalités sont indiquées hors taxes et ne sont pas assujetties à la TVA.

En cas de force majeure, les faits générateurs des pénalités ci-dessus ne pourront pas être retenus contre le titulaire.

Le retard d'exécution de la prestation entraîne l'annulation de la prestation sur le site concerné et le candidat ne peut prétendre à aucune indemnité.



En cas de dysfonctionnements graves dans l'exécution des prestations les points suivants pourront donner lieu à pénalités :

- Retard dans l'exécution des prestations suivant le planning d'exécution : 50 € par heure non réalisée ;
- Retard dans la transmission des documents décrits au marché (compte-rendu journalier et compte-rendu mensuel) : 20 € par jour calendaire de retard.

Le présent article déroge aux dispositions du CCAG en la matière.

## **8 RESPONSABILITE DU TITULAIRE**

Le titulaire est tenu d'une obligation de résultat et de bonne exécution au titre de chaque bon de commande qui lui sera adressé.

Le titulaire assure la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. Il est donc seul responsable des dommages qui de ce fait pourraient être causés à son personnel, à des tiers ou aux biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers lors de l'exécution des prestations. En cas de détérioration de biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'exécuter par ses soins, au compte du titulaire, la réparation des dégâts commis. Le titulaire devra être en règle avec la législation sociale actuelle et se conformer à tous les décrets – lois en vigueur.

En cas de carence du titulaire à respecter les prescriptions et clauses du marché et notamment les délais, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de faire intervenir aux frais et risques du titulaire, et après mise en demeure restée sans effet après 15 jours, un autre prestataire sans que le titulaire puisse s'y opposer ou prétendre à ce titre à une indemnité quelconque.

## **9 ASSURANCE**

Par dérogation à l'article 9.2 du C.C.A.G. les candidats fourniront, dès la remise de leur offre, une attestation d'assurance en cours de validité indiquant l'étendue des risques garantis.

## **10 CONFIDENTIALITE ET DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

### **10.1. Obligation de confidentialité**

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

## **10.2. Protection des données à caractère personnel**

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

## **11 DEROGATIONS AU C.C.A.G.**

L'article 7 du présent C.C.A.P. déroge à l'article 14 du C.C.A.G. relatif aux pénalités.

L'article 9 du présent C.C.A.P. déroge à l'article 9.2 du C.C.A.G. relatif au délai de fourniture de l'attestation d'assurance.